

*Le budget—M. C.-A. Gauthier*

des multinationales qui possèdent notre économie à 80 p. 100 ne paient que 24 p. 100 du budget national, alors les salariés en paient 76 p. 100.

Nous demandons depuis des années au gouvernement de rétablir l'équilibre économique en faisant payer ceux qui encaissent des revenus et déclarent des bénéfices astronomiques. Bien loin d'aller chercher l'argent où il se trouve véritablement, pour administrer et garantir à chaque citoyen un minimum vital suffisant, le gouvernement se rabat encore sur les chômeurs pour déposséder encore davantage ceux qui ne peuvent même pas travailler pour gagner honorablement leur vie et celle de leur famille.

Comme pour adoucir le coup, le ministre a commencé par augmenter les cotisations et maintenant il décide de réduire les prestations. J'appelle cela de la malhonnêteté administrative. Si le ministre veut sincèrement économiser 75 ou 100 millions de dollars qu'il le fasse au ministère de la Défense nationale, en gardant tout simplement le milliard qu'il projette dépenser pour acheter des nouveaux jouets à nos soldats d'outre-mer.

Parlons-en un peu, monsieur l'Orateur, de ce fameux programme qu'on appelle Orion ou Lockheed, comme on le veut. Imaginons qu'après nous avoir déclaré que le gouvernement ne pouvait dépenser 40 millions de dollars pour les producteurs de lait industriel, le ministre de la Défense nationale (M. Richardson) est prêt à nous endetté d'un milliard pour l'achat de nouveaux avions militaires. Alors que tous réclament un meilleur service ferroviaire, on réduit le budget des transports pour gonfler les coffres de la Défense nationale, j'allais dire «internationale» puisque le gros de nos troupes sont outre-mer.

Le gouvernement se propose de fermer des lignes de chemins de fer qu'il déclare non rentables. Mais où est donc la rentabilité des avions militaires? Le pays n'a pas l'argent nécessaire? Pas de problème, il y a la société Lockheed pour financer les avions Orions. Ne trouve-t-on pas qu'il y a quelque chose de mystérieux dans les tractations avec cette société, qui a tant fait parler d'elle au sujet des pots-de-vin mirobolants qu'elle aurait distribués dans plusieurs pays afin de mousser ses ventes? Après le scandale Sky Shops, allons-nous assister à celui de Lockheed?

A suivre les interventions parfois acerbes à la Chambre, on se demande parfois si certains ministres ou fonctionnaires ne se seraient pas laissés tenter par des pots-de-vin? Je suis persuadé, monsieur l'Orateur, qu'il aurait été beaucoup plus salubre pour le gouvernement lui-même de négocier un petit emprunt en faveur des agriculteurs. Les pots-de-vin auraient été passablement moins importants, mais la rentabilité politique aurait suppléé.

Je ne saurais terminer cette intervention sans dire un mot de notre belle et grande société de la Couronne, Air Canada, et de son unilinguisme. Je ne sais ce que le premier ministre pense des événements désastreux, relativement à son programme de bilinguisme, qui viennent de se produire à Air Canada. En voyant se dérouler ce film, on est de plus en plus convaincu que la francophonie pour certains anglophones, c'est bien beau et bien bon, en autant qu'on ne la mette pas en pratique. Nous venons d'assister au début d'une lutte où de nombreux hauts fonctionnaires et quelques ministres seront forcés de montrer leur vrai visage à la population canadienne. On a beau faire partie du Canada, lorsqu'on ose empêcher une province d'utiliser sa langue chez soi, cela devient dangereux, monsieur l'Orateur. Le ministre, comme toujours, s'est empressé de créer une commission pour cacher la face, mais le problème demeure entier. Et quelle commission, monsieur l'Orateur! Pour une Commission sur le bilinguisme, le ministre des

Transports (M. Lang) n'a pas trouvé mieux que de choisir un avocat qui fut naguère conseiller de l'Association des pilotes de lignes, organisme résolument hostile à l'implantation du bilinguisme dans le ciel du Québec.

L'Association des gens de l'air du Québec avait dénoncé la nomination de M. Keenan et avait même déclaré qu'elle ne saurait collaborer à cette enquête en raison des actions passées de M. Keenan. L'Association est allée plus loin: elle a exigé la nomination d'un commissaire adjoint francophone ou la révocation de M. Keenan. Le ministre des Transports a dit non sur tout. Ce fut la rebuffade servie par notre ministre des Transports aux gens de l'air du Québec. Toutefois, voyant la vague montante de la révolte au Québec, M. Keenan, constatant que sa nomination comme commissaire est devenue une question litigieuse et que, loin de contribuer à apporter une solution au problème, elle ne sert au contraire qu'à l'aggraver, a pris une décision. Nous avons constaté pour notre part que M. Keenan, malgré son opposition formelle au bilinguisme, a bien plus de bon sens que le ministre des Transports. Maintenant, nous attendons la formation de la nouvelle Commission.

Je crois que le ministre est trop compromis maintenant pour désigner seul les membres de cette commission. Le conseil des ministres devra être très prudent pour éviter d'autres affrontements. Pendant ce temps, nous les Québécois, nous payons notre part des déficits de notre belle et grande société unilingue Air Canada. Si le ministre veut conserver le statu quo d'Air Canada, qu'il remette au moins l'argent aux chômeurs et aux agriculteurs du Québec, l'argent qu'on doit payer pour les déficits de cette société Air Canada. A ce moment-là seulement, nous commencerons à le considérer comme un anglophone impartial qui tente de travailler pour l'unité des deux ethnies canadiennes.

[Traduction]

**M. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, le débat du budget de 1976 me rappelle ceux des 19 dernières années. Comme le dit l'expression bien connue: «Plus ça change, plus c'est pareil».

● (2100)

Il est maintenant péniblement évident que ni le gouvernement ni le fonctionariat ne savaient que faire, et ils n'ont donc rien fait. Je fais cette constatation avec regret car j'ai vu les ministres l'un après l'autre depuis vingt-cinq ans, en remontant à Walter Harris, subir le même destin, quelle que soit leur politique, parce que le représentant élu n'avait pas fait bénéficier le budget des connaissances dont il disposait. Nous avons compté sur la compétence spécialisée de gens sincères et capables, mais qui se trompent sans arrêt depuis 30 ans. J'ai déjà fait la même observation à l'occasion de bien des débats sur des budgets et je regrette d'avoir à recommencer ce soir. Je parlerai bientôt de ce qui inspire ce jugement. Pourtant, je suis toujours d'avis qu'il faut être optimiste.

J'ai lu dans le *Globe and Mail* du 2 juin une déclaration faite par l'ancien sous-ministre des Finances qui m'a paru très intéressante. Je ne lirai pas l'article en entier mais j'invite à le lire les députés qui prennent au sérieux le rôle que devrait jouer le parlement dans l'adoption de la politique fiscale et monétaire du pays afin de retirer les plus grands avantages d'une politique judicieuse. L'auteur a été dans les cercles du gouvernement depuis que je suis entré sur la scène politique et il est maintenant dans le secteur privé. Il termine son article en ces termes: «Avant tout, nous les économistes devons apprendre l'humilité, ainsi